

## UN AVERTISSEMENT CLAIR ET UNE MOBILISATION QUI APPELLE DES REPONSES

**Quel que soit le prochain gouvernement, nos revendications demeurent !**

### NOTRE OBJECTIF : 0 JOUR DE CARENCE, SALAIRE VERSE A 100% EN CAS D'ARRET MALADIE !

**Les 3 jours de carence, la réduction de 10% du salaire pendant les arrêts maladie, restent une menace qui plane.** Mesure vexatoire envers des personnels parmi les moins absentes (malgré l'absence de toute médecine de prévention), elle stigmatise les collègues victimes de la maladie, expose les plus précaires et touche particulièrement les femmes. Inefficace en termes de santé publique, elle vise surtout à réduire encore les salaires, pourtant déjà trop bas.

Non aux jours de carence

Ni 1, ni 2, ni 3,  
ZÉRO !

**NOUS EXIGEONS UNE PROTECTION SOCIALE RENFORCEE : CELA PASSE PAR L'ABANDON DU PRINCIPE DE LA CARENCE ET LA PRISE EN CHARGE A 100 % EN CAS D'ARRET MALADIE.**

### NOTRE OBJECTIF : UNE VERITABLE REVALORISATION SANS CONTREPARTIE

Augmentation des  
**SALAIRES**  
sans contreparties

- Le point d'indice a perdu 30% de son pouvoir d'achat depuis 40 ans ;
- -25 % de rémunération mensuelle moyenne des enseignant-es depuis 2000, qui débutent désormais à 1,08 SMIC (contre 2,1 en 1983 !) malgré la timide « revalorisation » (septembre 2023) annulée par l'inflation...
- Des carrières « aplaties » : presque plus aucune progression de salaire sur les 15 premières années ; accès insuffisants et discrétionnaires à la Classe Exceptionnelle ; stagnation toujours plus longue des salaires en fin de carrière et suppression de la Garantie Individuelle Pouvoir d'Achat (GIPA) ; pensions minorées au départ en retraite, et mal revalorisées...

**NOUS EXIGEONS : UNE HAUSSE DE 20% DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE, LA RECONSTRUCTION DES GRILLES (REVALORISATION DE 15%), DES REDUCTIONS DU TEMPS DE SERVICE, UN ACCES POUR TOUTES ET TOUS A LA CLASSE EXCEPTIONNELLE, DE MEILLEURES RETRAITES !**

### NOTRE OBJECTIF : DES SERVICES PUBLICS ET UNE FONCTION PUBLIQUE RENFORCES

- Des budgets d'austérité qui dégradent les conditions de travail et les Services publics ;
- Des velléités de remise en cause lourde du statut de la Fonction publique ;
- Une crise d'attractivité, associée à une précarisation de la Fonction Publique par le développement de la contractualisation ;
- Un « Pacte » qui « ubérise » nos métiers (paiement à la tâche, logique contractuelle avec le chef d'établissement, dépendance à ses choix de missions) : une grave attaque contre nos statuts !



**NOUS EXIGEONS : DES MOYENS A LA HAUTEUR DES MISSIONS, DES CREATIONS D'EMPLOIS, UN PLAN DE TITULARISATION ET DE RESORPTION DE L'EMPLOI CONTRACTUEL, UN STATUT DE CATEGORIE B POUR LES AESH, LA FIN DU PACTE (ET LA TRANSFORMATION DE SON FINANCEMENT EN REVALORISATION INCONDITIONNELLE POUR TOUTES ET TOUS).**

### NOTRE OBJECTIF : RETROUVER DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LE SENS DE NOTRE METIER

- Injonction au remplacement en dépit du sens du métier : contractualisation pour le remplacement de « longue durée », plans RCD qui dénaturent ce qu'est une heure de cours réellement remplacée ainsi que nos enseignements, imposition de l'obligation d'un « forfait remplacement » via le Pacte ;
- « Choc des savoirs » qui, à travers les groupes de niveaux, organise le tri des élèves et désorganise désormais les collègues ;
- Réforme du lycée sans cesse modifiée et « ajustée » depuis 2019 qui continue de générer mal-être, désorganisation, dégradation des conditions de travail, inégalités scolaires et sélection des élèves !

**NOUS EXIGEONS : GRACE AUX AUGMENTATIONS DE SALAIRE, LE RECRUTEMENT MASSIF POUR DIMINUER LES EFFECTIFS, ALLEGER LA CHARGE DE TRAVAIL, ASSURER LE REMPLACEMENT PAR DES PERSONNELS TITULAIRES ; L'ABANDON DU « CHOC DES SAVOIRS » ET LA REMISE A PLAT DU COLLEGE ET DU LYCEE POUR PERMETTRE LA REUSSITE DE NOS ELEVES AU LIEU DE LEUR TRI.**

*HIS, actions locales, rassemblements, interpellations publiques sur les enjeux du budget pour l'École et celles et ceux qui la font vivre au quotidien,*  
**PREPARONS DES AUJOURD'HUI LES MOBILISATIONS NECESSAIRES, DES JANVIER,  
POUR NOS SALAIRES, NOS METIERS, L'ECOLE PUBLIQUE, LA FONCTION PUBLIQUE**